

20 AFFAIRES TRAITÉES EN 2014 PAR LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE

Le risque d’abus de position dominante plane en Algérie

Les institutions et autorités de régulation économique et d'exercice de la concurrence sont «inopérantes» en Algérie. Le Conseil de la concurrence, qui a eu à traiter une vingtaine d'affaires portant sur des pratiques anticoncurrentielles ou restrictives de la concurrence, n'écarte pas le risque de «comportements monopolistiques susceptibles de constituer des abus de position dominante, tant de la part d'entreprises privées que publiques».

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les institutions et autorités de régulation économique et d'exercice de la concurrence (au nombre de 8 en Algérie) sont «inopérantes», relève M^{me} Mahtout, Maître de conférences à la Faculté de droit à l'Université de Tizi-Ouzou.

Intervenant lors d'une journée d'études organisée hier à la Résidence El-Mithak par le Conseil de la concurrence (CC), cette universitaire, qui a évoqué dans sa conférence «le rôle d'une économie régulée dans la performance et la compétitivité des entreprises», a expliqué cette inopérance par «le manque de moyens», notamment financiers, ainsi que par le

«manque d'autonomie» par rapport aux pouvoirs publics. Un manque d'action qui caractérise ainsi le Conseil de la concurrence, institué dès 1995 mais resté inactif durant plus d'une décade avant d'être relancé dès janvier 2013. En ce sens, M^{me} Mahtout notera qu'en matière de régulation, l'Algérie est «très en retard», dans la mesure où le principe de liberté de commerce et d'industrie n'a été consacré constitutionnellement qu'en 1996.

Mais aussi dans le contexte où la culture de la concurrence reste faible en Algérie, pour des raisons d'ordre social, sociétal et d'«habitudes», selon ce maître de conférences même si elle concédera que la régulation n'est qu'au

stade «du début». En outre, cette inopérance, ce retard s'accompagnent par «les incohérences des textes», les hésitations, voire l'«hésitance» institutionnelle, la méfiance des pouvoirs publics mais aussi des entreprises.

Une analyse sur la régulation que le président de l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab), Ali Hamani, partagera, évoquant «une situation difficile» en raison de «déséquilibres» constatés dans le domaine du commerce extérieur et de la prégnance de l'informel. Pour autant, la diffusion de la culture de la concurrence et la lutte contre les pratiques restrictives de la concurrence, sont des missions que le CC entend assumer pleinement, assure son président Amara Zitouni qui précise que son instance «est en train d'apprendre», développe une vocation d'«advocacy» (plaidoyer) en faveur d'une pratique économique, concurrentielle et entrepreneuriale saine et a engagé un «audit» de la réglementation algérienne en partenariat avec la Cnuced.

Engagé dans une intense activité consultative et juridictionnelle en 2014,

le CC a eu ainsi à donner son avis, généralement positif, dans trois dossiers (opération d'acquisition de 51% du capital de la société Orascom Telecom Algérie, la conformité de la réglementation interne de l'Association des concessionnaires automobiles d'Algérie AC2A ainsi qu'une plainte introduite contre Algérie Télécom et son traitement par l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications).

Par ailleurs, le Collège du Conseil de la concurrence a traité une vingtaine d'affaires, introduites durant l'année 2014 et dont la plus grande partie remonte à la période d'avant 2013. Notons dans ce cadre que 40% des saisines, soit 8 affaires, portent sur des abus de position dominante, 15% (3 affaires) sur des offres de prix ou pratiques de prix de vente abusivement bas, 10% (2 affaires) concernent l'exploitation abusive de l'état de dépendance et 5% (une seule affaire) portant sur une entente illicite.

Le Conseil cite également deux affaires, soit 10%, de pratiques commerciales déloyales, trois affaires (15%) de violation du code des mar-

chés publics et une affaire de demande d'attestation négative. A ce titre, le Collège du CC a pris quatorze décisions de rejet dont deux concernent la demande de mesures provisoires, quatre décisions d'irrecevabilité, une décision de sanction pécuniaire et une décision d'absence de fondement juridique relative à une demande d'attestation négative.

Ce faisant, le nombre relativement bas des saisines, estime-t-on, ne reflète pas la réalité des pratiques anticoncurrentielles qui sévissent sur le marché national. A contrario, le Conseil de la concurrence estime que ce bilan «donne les premiers signes indiquant la présence potentielle de comportements monopolistiques susceptibles de constituer des abus de position dominante, tant de la part d'entreprises privées que publiques».

Une assertion que l'institution explicitera par le fait que 55% des saisines concernent l'abus de position dominante avec un taux de fréquence de 40% et l'exploitation abusive d'une situation de dépendance (soit un taux de 10%).

C. B.

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL L'A ASSURÉ HIER :

«Les revenus de la CNR ne sont pas affectés par la baisse des revenus pétroliers»

Décidée à la veille de la célébration de la Fête des travailleurs, l'augmentation, de 5%, des pensions de retraites, est effective. Cette revalorisation, qui touchera plus de 2 millions de retraités, prendra effet à la fin du mois en cours.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Invité hier au Forum de notre confrère *El Moudjahid*, le directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR) a tenu à assurer que le prochain virement des pensions de retraites, qui concerneront 2,2 millions de retraités, se fera avec la toute récente augmentation de 5% décidée par les pouvoirs publics, et ce, dans le cadre de la revalorisation annuelle de la pension de retraite.

Dans le même sillage, Tidjani Hassan Hadam a également tenu à rassurer l'opinion

publique que la CNR ne sera nullement impactée par la baisse des revenus de l'économie algérienne, conséquence directe de la chute des prix des hydrocarbures.

«Les revenus de la Caisse nationale des retraites sont issus et alimentés exclusivement des cotisations des salariés et des employés. Donc, la CNR se porte bien pour l'instant», a-t-il indiqué. Et d'ajouter que la CNR ressentira certes un impact, une fois que l'abrogation de l'article 87 bis sera effective. «Oui, il y aura un impact sur les nouveaux retraités inscrits à la caisse, mais ceux qui sont déjà inscrits ne toucheront pas moins. Il s'agit là aussi pour la CNR de s'adapter, le fait que l'abrogation de l'article 87 bis touchera le calcul du SNMG, cela se répercutera sur le calcul de la pension de retraite, puisque l'assiette de ce calcul aura changé», a-t-il souligné.

Et de noter que la Caisse nationale des retraites dépense, en moyenne, 70 milliards de dinars chaque mois. «Avec la toute récente

augmentation de 5% décidée récemment, la CNR dépensera, désormais, environ 76 milliards de dinars», a ajouté Tidjani Hassan Hadam. Ce dernier est revenu, par ailleurs, sur la convention signée, récemment, avec la Banque de développement local (BDL).

Pour M. Tidjani, cette convention s'inscrit dans le sillage de la politique de la CNR visant l'amélioration des prestations de services et la modernisation des produits. La direction de la CNR pensait depuis longtemps à augmenter le nombre des canaux de paiement de la pension de retraite et cela dans le souci de donner plus de choix aux retraités. «La convention a été signée avec la BDL suite à un appel d'offres soutenu par un cahier des charges. La BDL remplit tous les critères, elle est la mieux-«disante» dans le sens où elle est expérimentée en matière de traitement de pensions de retraite. Et elle a été la moins-«disante» parmi les soumissions reçues», a-t-il précisé.

S. B.

SELON LE DIRECTEUR DE RÉGULATION DE LA MONÉTIQUE :

«Le retard dans le e-paiement n'est pas dû aux mentalités»

Le retard qu'accuse le e-paiement en Algérie ne serait pas dû à la résistance des Algériens mais à des considérations d'ordre technique comme le manque de TPE, selon le directeur de régulation de la monétique au ministère des Finances.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les analyses faisant état du refus des Algériens d'utiliser les cartes de paiement sont fausses, selon Moutassem Boudiaf, invité hier de la Chaîne III de la Radio nationale.

La non-généralisation de l'usage de la carte de paiement est due essentiellement au déficit en nombre de TPE et au manque d'informations en direction des usagers mais également des commerçants. L'utilisation de la

carte de paiement mériterait, selon l'invité de la rédaction, davantage de médiatisation.

Une opération qui ne doit pas être, dit-il, que du ressort des banques mais qui devrait mettre à contribution les départements de l'éducation, de l'enseignement supérieur et celui de la communication. D'ailleurs, une large campagne d'information sera lancée incessamment.

Selon Moutassem Boudiaf, le e-paiement est un des instru-

ments qui devra se substituer aux moyens classiques avec pour priorité le paiement de proximité qui est appelé à se développer. Un audit de cet usage est en phase d'être effectué afin de connaître les carences et rattraper le retard.

Actuellement, il est recensé un peu plus d'un million de porteurs de cartes mais qui ne génèrent pas des transactions en masse. S'il reconnaît un certain retard, le directeur de régulation de la monétique au ministère des Finances refuse de comparer l'Algérie aux pays voisins, préférant, dit-il, placer la barre un peu plus haut en faisant des comparaisons avec des pays plus déve-

loppés. Il annonce pour le mois de juin la mise en place du paiement par internet de certains services.

La SEAAL, les opérateurs de téléphonie mobile, Algérie Télécom et Air Algérie sont prêts pour l'adoption de ce nouveau service. L'opération sera généralisée à terme à d'autres grandes entreprises.

Cette offre constitue, selon l'invité de la rédaction, une première phase d'une opération globale qui ne concernera, dans un premier temps, que les services.

L'achat sur internet de biens quelle qu'en soit la nature ne sera pas possible dans l'immédiat, faute de réglementation.

N. I.

FRUITS ET LÉGUMES

Les mandataires demandent une fixation des marges bénéficiaires

Les mandataires des marchés de gros des fruits et légumes plaident pour une fixation des marges bénéficiaires des prix d'achat et de vente appliqués auprès du détail. Une mesure pour régler «définitivement» le problème des prix des fruits et légumes.

Souvent pointés du doigt quant à la flambée des prix des fruits et légumes, les mandataires s'en lavent les mains. Pour mettre fin à la polémique, Mohamed Medjber, président de la Commission nationale des mandataires des fruits et

légumes, propose de fixer la marge bénéficiaire entre le prix d'achat et celui de la vente.

«Le ministère du Commerce doit exiger l'affichage des prix de vente et des prix d'achat auprès des vendeurs du

détail pour contrôler la marge bénéficiaire qui doit être fixée», a indiqué Mohamed Medjber hier lors d'une rencontre au siège de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens). Ainsi, dit-il, le problème de la flambée des prix sera définitivement réglé.

Selon M. Medjber, le mandataire ne fixe pas les prix, il vend selon la règle de l'offre et de la demande et prend une commission entre 7 à 8% sur ses ventes.

Concernant les prix des fruits et légumes durant le mois de Ramadhan,

l'intervenant ne voit aucun justificatif pour une quelconque augmentation. «Le mois de Ramadhan coïncide avec la saison de pleine production de fruits et légumes et les prix doivent être à la portée de tous», a-t-il indiqué.

Le porte-parole de l'UGCAA, Hadj Tahar Boulénouar a rappelé que le gouvernement a lancé durant le quinquennat 2010- 2014 un programme pour la réalisation d'un réseau national de distribution qui compte 30 marchés de gros, 800 marchés de détails et 1 000 marchés de proximités.

Jusqu'à ce jour, déplore t-il, le programme n'a atteint que 30% de réalisation.

Concernant la décision du ministère du Commerce de réduire la facture d'importation, M. Boulénouar souhaite que cette décision touche l'ensemble des produits et pas seulement les produits alimentaires.

La facture d'importation des produits alimentaires, dit-il, ne représente que 20% (12 milliards de dollars) de la facture globale d'importation qui était de 60 milliards de dollars en 2014.

S. A.

POURSUIVANT LEUR GRÈVE DE LA FAIM

Des avocats comptent saisir les organisations internationales

En grève de la faim depuis huit jours, des avocats du barreau d'Oran dénoncent l'abus de pouvoir» de leur bâtonnier. Face au «mutisme» de l'Union nationale des barreaux, ils comptent saisir les organisations internationales.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Victimes de l'«abus de pouvoir» du bâtonnier d'Oran, les avocats grévistes campent sur leur position. Ils refusent de mettre un terme à leur grève de la faim avant que leurs doléances ne soient prises en charge.

Soutenus par la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH), ils déplorent aussi le «mutisme» de l'Union nationale des barreaux.

«Toutes ces affaires comportent de nombreuses violations des droits des avocats ; des radiations, des poursuites judiciaires,... Même la gestion de l'argent du bâtonnat est suspecte», dira le président de la LADDH, M^e Saleh Dabouz, hier à Alger.

Pour lui, les agissements de certains bâtonniers et personnes ayant des responsabilités au sein de ces organisations ne sont qu'un «comportement de dictateurs».

«L'abus de pouvoir de certains bâtonniers n'est qu'une violation de la Constitution et des conventions internationales», souligne-t-il. D'ailleurs, fait-il remarquer, «le pouvoir judiciaire est désormais soumis à l'influence de certaines personnes et les indices sont nombreux».

La LADDH compte ainsi saisir les organisations internationales. «Nous sommes en train de préparer minutieusement un dossier complet sur les différentes affaires pour le présenter devant notamment, Transparency international, la commission anticorruption auprès de l'ONU, le rapporteur spécial pour les avocats et les juges ainsi que le Haut-commissariat des droits de l'Homme à Genève», précise le président de la LADDH, M^e Saleh Dabouz, hier à Alger.

Il déplore, en outre, que les autorités concernées n'aient pas été sensibles à la grève de ces avocats.

«Le président de l'Union nationale des avocats n'a même pas daigné rendre visite à M^e Belkacem Saâdoun Soud, l'unique avocate gréviste, qui a fait hier (mardi soir), un malaise et a dû être transportée en urgence à l'hôpital», regrette-t-il.

Ry. N.